



Numéro PPQ/9279

mercredi 14 janvier 2015

Les grands titres:

- Les réfugiés syriens en Jordanie sombrent dans l'extrême pauvreté, selon le HCR
- A Chypre, l'émissaire de l'ONU s'inquiète de « l'impasse » des négociations
- Libye : pourparlers politiques entre rivaux à Genève sous l'égide de l'ONU
- Le tourisme durable contribue à la réduction de la pauvreté, selon l'ONU
- Ukraine : l'ONU condamne le bombardement d'un bus rempli de civils
- Ban Ki-moon en visite au Honduras
- Charlie Hebdo : l'UNESCO organise une journée de réflexion et de débat sur la liberté d'expression
- Le Président de l'Assemblée générale appelle à s'appuyer sur les succès de 2014 dans les mois à venir
- L'ONU souhaite adapter ses structures en matière de consolidation de la paix

Les réfugiés syriens en Jordanie sombrent dans l'extrême pauvreté, selon le HCR



14 janvier - Un grand nombre de Syriens réfugiés en Jordanie sont en train de sombrer dans l'extrême pauvreté à un rythme alarmant en raison de l'ampleur de la crise et de l'insuffisance du soutien de la communauté internationale, indique un nouveau rapport de l'agence de l'ONU pour les réfugiés, rendu public mercredi.

« Je suis ici pour exprimer ma solidarité avec les réfugiés syriens, alors que les répercussions de la tempête de neige Huda se font toujours sentir et pèsent encore plus lourdement sur leurs conditions de vie déjà désastreuses », a déclaré dans un communiqué de presse le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, à l'occasion de la publication du rapport.

Actuellement en visite pour une durée de deux jours en Jordanie, M. Guterres rencontrera à Amman des réfugiés interrogés dans le cadre de l'étude ainsi que d'autres réfugiés dans le camp de Za'atari.

Menée conjointement par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'organisation non gouvernementale International Relief and Development (IRD), cette nouvelle étude se base sur des données collectées en 2014 lors de visites à domicile auprès de 150.000 réfugiés syriens vivant à l'extérieur des camps en Jordanie.

Au total, la Jordanie compte actuellement 620.000 réfugiés syriens officiellement identifiés, dont 84% vivent en dehors des camps.



Selon le rapport, les deux tiers des réfugiés sur le territoire jordanien vivent désormais en dessous du seuil national de pauvreté, et un ménage sur six se trouve dans des conditions d'extrême pauvreté, avec moins de 40 dollars par personne et par mois.

Près de la moitié des ménages visités par les chercheurs en charge de l'étude n'avaient pas de chauffage ; un quart se trouvaient sans électricité ; et 20% ne disposaient pas de toilettes en état de marche. Les coûts de location représentaient plus de la moitié des dépenses des ménages et de nombreuses familles de réfugiés étaient forcées de partager un logement avec d'autres familles pour réduire les coûts.

« Si la communauté internationale ne renforce pas son soutien aux réfugiés, les familles seront contraintes d'opter pour des stratégies d'adaptation de plus en plus drastiques », s'est inquiété le chef du HCR. « Plus d'enfants abandonneront l'école pour trouver du travail et plus de femmes risqueront d'être exploitées, y compris via le recours au sexe pour la survie ».

Alors que le conflit syrien est sur le point de rentrer dans sa cinquième année, de nombreux réfugiés sont de plus en plus dépendants de l'aide humanitaire, a déclaré M. Guterres. Parallèlement, les ressources et infrastructures de la Jordanie ont été poussées dans leurs dernières limites, a-t-il ajouté.

Afin de remédier à cette situation critique, le HCR fournit une aide mensuelle en espèces à 21.000 familles syriennes parmi les plus vulnérables, soit 14% de la population réfugiée syrienne vivant en dehors des camps. À la fin de l'année 2014, plus de 10.000 ménages supplémentaires de réfugiés syriens ont été identifiés comme étant éligibles à ce programme, mais en raison du manque de fonds, le HCR n'a pas été en mesure de leur venir en aide.

Selon les conclusions du rapport, toute nouvelle réduction du niveau actuel d'assistance humanitaire aurait des conséquences immédiates et graves pour les réfugiés syriens en Jordanie. La situation est particulièrement préoccupante pour les populations les plus vulnérables, indique le rapport, tels que les ménages dirigés par des femmes et des réfugiés âgés.

M. Guterres a cependant souligné que l'ampleur de cette crise peut être atténuée si la communauté internationale intensifie ses efforts pour alléger les souffrances des réfugiés.

« La générosité du peuple jordanien et de son gouvernement doit aller de pair avec un soutien massif de la communauté internationale - un soutien aux réfugiés eux-mêmes et aux populations locales qui les accueillent, mais également un soutien structurel et budgétaire au gouvernement jordanien pour l'éducation, la santé, l'eau et son assainissement, et l'électricité afin de lui permettre de faire face à ce gigantesque défi », a déclaré en conclusion le Haut-Commissaire pour les réfugiés.

Libye : pourparlers politiques entre rivaux à Genève sous l'égide de l'ONU





14 janvier - Un nouveau cycle de pourparlers politiques entre rivaux libyens s'est tenu mercredi à Genève, sous l'égide de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), avec pour objectif de mettre fin à la crise politique et sécuritaire dans le pays.

L'organisation de ces pourparlers a été décidée à la suite de longues consultations avec les principales parties prenantes libyennes, a précisé la MANUL dans un communiqué de presse.

Lors d'un point de presse avant le début des discussions, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Bernardino Leon, a souligné que celles-ci étaient destinées à aider les parties à arriver à un règlement politique acceptable pour tous les Libyens, notamment la formation d'un gouvernement d'unité nationale.

Le dialogue a également pour objectif de faire cesser les combats, a-t-il ajouté. Selon lui, il faut trouver une solution pour éviter le chaos total dans le pays et les conséquences que cela aurait sur la région.

La MANUL souhaite que les discussions permettent de convenir d'un retrait progressif de tous les groupes armés des principales villes, dont la capitale Tripoli. La Mission souhaite également que l'Etat puisse réaffirmer son autorité sur les institutions gouvernementales, les installations stratégiques et les autres sites vitaux.

« La MANUL fera tout son possible pour aider les participants libyens à trouver un terrain d'entente », a affirmé la Mission, qui a salué le courage de ceux qui ont accepté de prendre part à ces discussions.

La Mission s'est dite persuadée que les Libyens seront « capables de trouver des solutions durables à leurs problèmes et aux défis auxquels est confrontée la Libye, restaurer la stabilité et placer leur pays sur le chemin de la prospérité ».

Ukraine : l'ONU condamne le bombardement d'un bus rempli de civils



14 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont fermement condamné le bombardement d'un bus, survenu mardi dans la ville de Donetsk en Ukraine, qui auraient causé la mort d'au moins 11 civils et fait de nombreux blessés.

Selon la presse, un autobus a été touché le 13 janvier par un obus d'artillerie près de la localité de Volnavakha, à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale régionale, Donetsk, à l'est du pays, dans ce qui apparaît comme l'une des tueries les plus importantes depuis le début du conflit en Ukraine.

S'exprimant par l'intermédiaire de son Porte-parole dans une déclaration de presse au Siège de l'Organisation à New York, le chef de l'ONU s'est déclaré mercredi « profondément troublé » par la nouvelle escalade des combats dans l'est de l'Ukraine et a vivement condamné cet événement tragique.

« L'incident, qui doit faire l'objet d'une enquête et dont les responsables doivent être traduits en justice, est un rappel brutal de la nécessité urgente de mettre fin à la violence qui a déjà coûté la vie à plus de 4.800 personnes, déplacé plus d'un million d'autres et qui continue de causer des dommages inutiles et des souffrances à de nombreux civils », s'est indigné M. Ban.

Le Secrétaire général a par ailleurs pris note des efforts diplomatiques entrepris par l'Ukraine, la Russie, la France et l'Allemagne pour y parvenir, et a encouragé toutes les parties concernées à continuer de rechercher les moyens de « rétablir la paix et d'assurer la stabilité, l'intégrité territoriale et l'unité de l'Ukraine ».

De leur côté, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont également condamné « dans les termes les plus forts la tuerie » de Donetsk, qui, en plus de 11 morts, a fait dix-sept blessés parmi les civils, dont des femmes et des enfants.

Dans un communiqué de presse rendu public le jour même du bombardement, les membres du Conseil ont exprimé leurs condoléances aux familles des victimes.

Tout en soulignant la nécessité de traduire « les auteurs de cet acte répréhensible » en justice, le Conseil a exhorté toutes les parties à respecter le cessez-le-feu et à poursuivre la stricte mise en œuvre du Protocole de Minsk, signé le 5 septembre, et du Mémorandum de Minsk, signé le 19 septembre, portant sur les modalités du cessez-le-feu convenu dans le Protocole.

Faisant écho à la déclaration du Conseil, M. Ban a également insisté sur le fait que les accords de Minsk « restent une base solide pour la résolution du conflit ».

Charlie Hebdo : l'UNESCO organise une journée de réflexion et de débat sur la liberté d'expression



14 janvier - A la suite des attaques terroristes à Paris la semaine dernière contre le journal Charlie Hebdo et une épicerie casher, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a organisé mercredi une journée de réflexion et de débat sur la violence croissante à l'encontre des journalistes et la nécessité de renforcer le respect de la diversité et de la liberté d'expression.

Être journaliste après
Charlie. Credits: UNESCO

La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a ouvert cet événement au siège de l'Organisation à Paris aux côtés du dessinateur Plantu. Elle avait participé dimanche à la marche de solidarité ayant réuni près 1,5 million de personnes à Paris aux côtés d'une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement.

« Au-delà des témoignages de sympathie et de solidarité, nous devons agir. Pour l'UNESCO, cela signifie d'abord soutenir et développer la liberté d'expression et de la presse, en luttant pour la sécurité des journalistes et contre l'impunité », a déclaré la Directrice générale.

Selon elle, il faut aussi renforcer « drastiquement les moyens de l'éducation, du dialogue et de la compréhension entre les cultures et les religions ».

« La violence fanatique témoigne d'une perversion de l'esprit de celui qui la commet, qui paralyse également la pensée de ceux qui en sont les victimes, en diffusant la peur qui bloque tout raisonnement et favorise les amalgames », a-t-elle dit. « Comme la violence sectaire se propage par des discours de haine, par le mensonge et l'instrumentalisation des religions, et il faut pouvoir y répondre et forger des outils qui permettent aux jeunes de résister à ces manipulations ».

La Directrice générale de l'UNESCO a estimé que cette journée de réflexion et de débat était déjà « une façon d'agir, de dire que cette attaque contre un journal, contre des policiers, contre des juifs, est aussi une attaque contre les musulmans, et contre nous tous, et que nous allons rester debout ».









<

>

Etre journaliste après 'Charlie' - une journée de réflexion et de débat sur la violence croissante à l'encontre des journalistes et la nécessité de renforcer le respect de la diversité et de la liberté d'expression, organisée dans les locaux de l'UNESCO à Paris, le 14 janvier 2015. Photos: UNESCO/Fabrice Gentile

« Ensemble nous pouvons résister, nous pouvons refuser et nous pouvons envoyer un message fort en faveur de la liberté d'expression, de la sécurité des journalistes, du respect mutuel, un message de la part de l'humanité unie dans sa diversité », a conclu Mme Bokova.

L'ONU souhaite adapter ses structures en matière de consolidation de la paix



14 janvier - A l'occasion d'une réunion consacrée à la consolidation de la paix, le Conseil de sécurité a souhaité mercredi une adaptation des structures des Nations Unies dans ce domaine face à un environnement en évolution rapide.

Dans une déclaration de la Présidence du Conseil de sécurité, les 15 membres du Conseil soulignent que « l'examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies en 2015 doit être l'occasion de dégager des recommandations sur les manières de réorienter et d'adapter ses fonctions et structures en fonction des besoins actuels et futurs, en remédiant aux lacunes observées en ce qui concerne la pratique des Nations Unies en matière de consolidation de la paix ».

Le Conseil souhaite notamment améliorer « l'efficacité et les retombées » du dispositif de consolidation de la paix et souligne que « dans un souci de synergie, l'examen du dispositif de consolidation de la paix doit être mené en conjonction avec l'examen prochain des opérations de paix par le Secrétaire général ».

Lors de la réunion, le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a également souhaité que la Commission de consolidation de la paix s'adapte.

« La Commission de consolidation de la paix a été conçue pour être un forum politique diversifié, souple et dynamique, qui attirerait l'attention de la communauté internationale sur les défis auxquels sont confrontés les pays risquant de retomber dans la violence », a-t-il noté dans un discours.

« Malgré les importants progrès réalisés par la Commission, de nombreuses personnes conviennent aujourd'hui que sa structure et ses méthodes de travail ont besoin d'être révisées, améliorées et adaptées face à un environnement en évolution rapide », a-t-il ajouté.

Le Vice-Secrétaire général de l'ONU a estimé que l'Organisation avait besoin d'un forum « qui puisse agir rapidement pour mobiliser l'appui collectif des Etats membres aux mandats et missions des Nations Unies ».

« Il nous faut aussi étudier les circonstances dans lesquelles la Commission de consolidation de la paix peut être particulièrement utile. Une Commission plus souple, plus dynamique et mieux orientée stratégiquement pourrait être plus pertinente pour une gamme plus large de situations dans le monde d'aujourd'hui », a-t-il ajouté.

A Chypre, l'émissaire de l'ONU s'inquiète de « l'impasse » des négociations



14 janvier - En dépit de quelques ouvertures récentes dans le cadre des pourparlers à Chypre, le processus de négociation sur la réunification de l'île se trouve à nouveau dans l'impasse, a déploré mercredi le Conseiller spécial des Nations Unies sur Chypre, Espen Barth Eide.

Depuis les événements de 1974, le territoire chypriote fait l'objet d'une partition. En 1983, la partie nord s'est autoproclamée République turque de Chypre du Nord, sans obtenir la reconnaissance de la communauté internationale, à l'exception de la Turquie.

« Nous n'avons pas été en mesure de négocier les choses dans le bon ordre, et c'est la raison pour laquelle nous sommes aujourd'hui à nouveau dans une impasse », a regretté M. Eide lors d'une conférence de presse, après s'être entretenu avec le dirigeant chypriote turc Dervis Eroglu.

Actuellement en visite à Chypre, le Conseiller spécial est venu pour entendre ce que M. Eroglu et le dirigeant chypriote grec Nicos Anastasiades avaient à dire à propos de l'impasse actuelle.

Priant instamment les parties à faire tout leur possible pour revenir à la table des négociations, l'émissaire de l'ONU a déclaré que cette impasse était d'autant plus regrettable qu'il s'apprêtait à informer le Conseil de sécurité sur la situation dans le pays.

« J'ai déjà dit à plusieurs reprises lors de rencontres avec la presse que j'étais un optimiste réaliste; je pense que c'est toujours le cas aujourd'hui », a-t-il dit. « Mais je suis de plus en plus préoccupé, parce que je tiens à rappeler que, à

l'occasion de l'une de nos premières rencontres à cet endroit précis, j'ai dit que si l'impasse durait quelques semaines et peut-être seulement quelques mois, elle ne heurterait pas le processus sur le long terme. Désormais, je pense qu'elle commence sincèrement à nuire au processus et l'on peut s'attendre à des évolutions négatives dans les mois à venir », a prédit le Conseiller spécial.

M. Eide a par ailleurs appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à travailler avec les deux parties au conflit dans le but de reprendre la voie des négociations.

Le tourisme durable contribue à la réduction de la pauvreté, selon l'ONU



le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai. Photo: OMT

14 janvier - L'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT) s'est félicitée mercredi de l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU d'une résolution « historique » reconnaissant la contribution du tourisme durable à l'éradication de la pauvreté, au développement communautaire et à la protection de la biodiversité.

Adoptée par consensus à l'initiative du Maroc et parrainée par 107 Etats membres, la nouvelle résolution, intitulée « Promotion du tourisme durable et, notamment, l'écotourisme aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la préservation de l'environnement », souligne la nécessité d'optimiser les avantages économiques, sociaux, culturels et environnementaux découlant du tourisme durable, en particulier dans les pays en développement. Elle invite ainsi les instances onusiennes à promouvoir le tourisme durable en tant qu'instrument susceptible de contribuer à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

D'une portée « nettement plus large » que celles précédemment adoptées sur le sujet par l'Assemblée générale en 2010 et 2012, cette nouvelle résolution s'appuie notamment sur les recommandations formulées par l'OMT sur l'écotourisme, s'est félicitée l'agence de l'ONU dans un communiqué de presse publié simultanément à New York et à Madrid.

« L'OMT se félicite de cette reconnaissance remarquable de la capacité du tourisme à promouvoir le développement durable à travers le monde », a ainsi déclaré le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai. « Le large soutien à cette résolution reflète la prise de conscience croissante du rôle vital que doit jouer le tourisme dans un avenir durable pour tous et ouvre les portes à des politiques nationales de soutien et à un financement international du tourisme durable ».

La résolution met également le tourisme durable à l'ordre du jour du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, en demandant au Secrétaire Général de présenter lors de la 71ème session de l'Assemblée Générale en 2016, en collaboration avec l'OMT, un rapport contenant « des recommandations sur les moyens de promouvoir le tourisme durable et

l'écotourisme en tant qu'instruments de lutte contre la pauvreté et de protection de l'environnement ».

Ban Ki-moon en visite au Honduras



14 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a effectué mercredi une visite au Honduras, au cours de laquelle il a notamment rencontré le Président Juan Orlando Hernández.

Les deux responsables ont discuté de questions sociales et économiques, et en particulier du programme du gouvernement intitulé « Projet pour une vie meilleure pour tous » et de son lien avec les discussions multilatérales sur le programme de développement post-2015, a indiqué le porte-parole du chef de l'ONU dans une note à la presse.

L'entretien a également porté sur les questions de financement du développement et de la lutte contre le changement climatique, ainsi que sur la situation sécuritaire et des droits de l'homme au Honduras.

Ban Ki-moon a salué la volonté du gouvernement hondurien de renforcer ses relations avec les Nations Unies à travers l'ouverture d'un bureau local du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

Le chef de l'ONU a salué les efforts régionaux tels que l'adoption du « Programme de prospérité du triangle nord de l'Amérique centrale » (Salvador, Guatemala et Honduras) et les récentes mesures pour consolider le golfe de Fonseca comme zone de paix et de développement durable. Les deux dirigeants ont également discuté de la lutte mondiale contre le terrorisme et l'extrémisme.

Lors de sa visite, Ban Ki-moon devait aussi rencontrer la Commission nationale pour les droits de l'homme et prononcer un discours devant le Congrès national du Honduras.

Le Président de l'Assemblée générale appelle à s'appuyer sur les succès de 2014 dans les mois à venir



14 janvier - En 2015, les Etats membres devront prendre appui sur les succès réalisés durant la présente session de l'Assemblée générale de l'ONU pour relever les défis mondiaux dans les domaines du développement durable, du changement climatique et de la sécurité, a déclaré mercredi le Président de l'Assemblée, Sam Kutesa.

Dans un discours prononcé mercredi devant les Etats membres sur les principaux travaux réalisés jusqu'ici par l'Assemblée générale au cours de sa 69ième session ordinaire, M. Kutesa s'est félicité de l'adoption par l'organe principal de 264 résolutions et 70 décisions.

« Nous avons également obtenu un certain nombre de succès importantes », a-t-il ajouté, mentionnant notamment la réponse internationale à la crise « sans précédent » d'Ebola et l'établissement, qualifié d'« historique », de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUACE).

Au titre des réalisations de l'Assemblée, M. Kutesa a également cité l'achèvement des travaux préparatoires pour les négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 ; l'aboutissement des discussions thématiques préparatoires sur la troisième Conférence internationale sur le



financement du développement, prévue pour juillet ; l'approbation du document final de la première Conférence mondiale sur les peuples autochtones ; la session spéciale sur le suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014; l'approbation du programme d'action « SAMOA Pathway », suite à la troisième Conférence internationale sur les petits Etats insulaires en développement ; et l'adoption du Programme d'action de Vienne, suite à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral.

Revenant sur l'« occasion véritablement historique » présentée par l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, le président de l'Assemblée a déclaré que « le succès du nouveau programme de développement dépendra de notre capacité à mettre en adéquation nos ambitions avec les moyens de leur mise en œuvre ». Sur ce point, M. Kutesa a rappelé aux Etats qu'un débat thématique de haut niveau sur les Moyens de mise en œuvre d'un programme transformatif pour l'après-2015 aura lieu à son initiative les 9 et 10 février prochains. Il a également appelé les Etats membres à s'assurer de la cohérence entre le futur programme et les travaux préparatoires pour la Conférence internationale sur le financement du développement.

Rappelant les progrès accomplis dans la lutte contre le changement climatique lors de la Conférence sur le climat à Lima, au Pérou, le Président de l'Assemblée a insisté sur les futurs rendez-vous importants de 2015, notamment la réunion de haut niveau sur les changements climatiques qui se tiendra à son initiative en juin prochain et la troisième conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, qui aura lieu à Sendai, au Japon, du 14 au 18 mars prochain. Dans la perspective de conclure un accord global sur le climat à Paris en décembre 2015, M. Kutesa a également rappelé aux Etats membres la nécessité d'intégrer les défis climatiques aux objectifs de développement pour l'après-2015.

Sur la question de la paix et de la sécurité, le Président de l'Assemblée a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour combattre le terrorisme et l'extrémisme « sous toutes ses formes et manifestations ».

« Les attaques terroristes brutales menées par ISIS (Etat islamique d'Iraq et du Levant), Al-Qaïda, Al-Shabaab et Boko Haram; les meurtres d'enfants d'écoliers au Pakistan; et les attaques terroristes odieuses à Paris, au Nigéria et ailleurs ont mis en évidence la menace croissante du terrorisme et de l'extrémisme », a déploré le Président de l'Assemblée, ajoutant que rien ne justifierait jamais de telles attaques.